



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Arrêté n° 25-2024-09-20-00004**

**du 20 SEP. 2024**

Portant : 1/ autorisation à la société Carrières & Matériaux Nord-Est à se substituer à la société Granulats du Doubs pour l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune d'Osselle-Routelle au lieu-dit « Morbier », 2/ modification des conditions de remise en état

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45, R.516-1, R.516-2 et L.516-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon - Mme VALLEIX Nathalie

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté 2002/DCLE/4B/N°972 du 30 janvier 2002 autorisant la SARL Granulats du Doubs à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune d'Osselle au lieu-dit « Morbier » ;

Vu l'arrêté n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu la demande de modification des modalités de remise en état déposée le 24 août 2015 par la société Granulats du Doubs, et complétée le 9 février 2018 et le 29 novembre 2018 ;

Vu l'avis du Maire d'Osselle-Routelle en date du 8 février 2018 sur les nouvelles conditions de remise en état ;

Vu la demande d'autorisation de changement d'exploitant déposée le 29 novembre 2018 par la Société des Carrières de l'Est ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21 août 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu le courriel du demandeur du 5 septembre 2024 indiquant l'absence d'observation sur ce projet ;

Vu le rapport du 10/09/2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant le changement de dénomination en date du 1er juin 2022 de la Société des Carrières de l'Est pour Carrières & Matériaux Nord-Est (CMNE) ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les modifications des conditions de remise en état demandées visent à prendre en compte l'accueil de matériaux alluvionnaires du Doubs externes à la carrière et une évolution partielle des zones extraites ;

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause les objectifs initiaux de la remise en état ni les principes d'aménagements écologiques prévus ;

Considérant que ces modifications n'ont pas d'impact négatif sur les écoulements de la nappe au niveau de la carrière ;

Considérant que la société CMNE est propriétaire des terrains d'assiette de la carrière ;

Considérant l'avis favorable du Maire d'Osselle-Routelle sur les conditions de remise en état modifiées ;

Considérant que les modifications des conditions de remise en état demandées par la société CMNE :

- ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, et ne doivent donc pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;
- n'atteignent pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;

Considérant que les modifications des conditions de remises en état proposées ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont

dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du même code ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.516-1 du Code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

Considérant que la remise en état de la carrière est entièrement réalisée, et donc que le montant des garanties financières à imposer est de 0 € ;

Considérant qu'il y a lieu dans ces conditions de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Considérant que les mesures fixées dans le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, et le cas échéant, les éléments mentionnés au II de l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales d'adaptation des prescriptions sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Changement du titulaire de l'autorisation**

La société Carrières & Matériaux Nord-Est, dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe 54000 Nancy, est autorisée à se substituer à la société Granulats du Doubs pour l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune d'Os-selle-Routelle, au lieu-dit « Morbier ».

### **Article 2 : Obligation du nouvel exploitant**

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté en date du 30 janvier 2002 susvisé, en tout ce qu'il n'est pas modifié par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 3 : Garanties financières**

Le dernier alinéa de l'article 14.1 de l'arrêté du 30 janvier 2002 susvisé est remplacé par la prescription suivante :

« - Pour la cinquième période d'autorisation de 5 ans : 0 € pour une superficie maximale exploitée au terme de cette période de 0 ha. »

### **Article 4 : Modification des conditions de remise en état**

I. L'article 34.2 de l'arrêté du 30 janvier 2002 susvisé est remplacé par la prescription suivante :

« Les principales modalités sont les suivantes :

Les matériaux de découvertes seront principalement utilisés pour la restauration de l'espace de mobilité du Doubs (articles 17-3 et 17-4 du présent arrêté ). Le surplus servira à l'aménagement des berges du plan d'eau résiduaire de 11 ha environ.

A la fin de la remise en état, la configuration du site présentera :

- une zone de remblais recouverts d'une prairie de fauche en partie Ouest et Sud ;
- un plan d'eau aux berges mises en sécurité dans les conditions suivantes :
  - berges adoucies en partie Sud et Nord,
  - berges drainantes en partie Est et Ouest ;
- une île centrale présentant des caractéristiques favorables aux hirondelles de rivage ;
- une digue permettant l'accès au pylône électrique situé en bordure Est du plan d'eau ;
- deux zones de haut-fond situées en partie Sud de la digue, et le long de la berge Nord. »

II. Le plan de remise en état mentionné à l'article 34.1 de l'arrêté du 30 janvier 2002 susvisé est remplacé par le plan de remise en état figurant en annexe au présent arrêté.

#### **Article 5 : Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Carrières & Matériaux Nord-Est, dont le siège social est situé 44 boulevard de la Mothe 54000 Nancy.

#### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

#### Article 7 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire d'Osselle-Routelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera également adressée.

Pour Le préfet,  
La Secrétaire générale absente  
*Saadia TAMELIKECHT*  
Par Directrice du Cabinet  
Saadia TAMELIKECHT



Annexe – Plan de remise en état  
Carte des substrats et des berges

